

immédiatement les détenus canadiens, et le gouvernement cubain est d'accord pour reconnaître que des dispositions devraient être prises à cette fin. Nous avons en outre demandé qu'on nous communique des renseignements complets sur toutes poursuites judiciaires qui pourraient être intentées contre les deux prévenus.

LA NAVIGATION

MODIFICATION ÉVENTUELLE DE LA LOI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Transports s'il est en train de préparer des modifications à la loi sur la marine marchande du Canada ainsi qu'à la loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour donner suite aux recommandations du juge Norris. Dans le cas de l'affirmative, quand compte-t-il pouvoir saisir la Chambre desdites modifications?

L'hon. J. G. McIlraith (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, des mesures législatives seront présentées à la Chambre concernant ces deux sujets. On est à les préparer mais, pour le moment, je ne suis pas disposé à en révéler la teneur de cette façon, c'est-à-dire en réponse à une question posée à l'appel de l'ordre du jour.

LES RELATIONS AU SEIN DU COMMONWEALTH

L'AFRIQUE DU SUD—MAINTIEN DE LA PRÉFÉRENCE TARIFAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Étant donné que la république d'Afrique du Sud a quitté le Commonwealth et qu'elle suit une ligne de conduite en désaccord avec tout ce que représente le Commonwealth, le gouvernement songe-t-il à mettre fin au régime des préférences du Commonwealth qu'il accorde présentement à ce pays?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on ne songe pas à cette question pour l'instant. On l'a étudiée dans le passé, mais si la situation s'est modifiée au cours des dernières semaines ou des derniers mois, je serai heureux d'en faire part à mon honorable ami.

M. l'Orateur: L'honorable député de Red-Deer.

M. Thompson: On a répondu à ma question, monsieur l'Orateur.

AIR-CANADA

RECOMMANDATION AU SUJET DE L'ACHAT D'AVIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question très courte à poser au ministre des Transports qui pourra me renseigner en peu de mots. Le conseil d'administration de la société Air-Canada a-t-il présenté une recommandation au gouvernement au sujet de l'achat d'un nouvel avion à réaction, et lequel des trois appareils a-t-on recommandé?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, on a présenté un rapport au gouvernement.

M. Knowles: Et pour ce qui est de la deuxième partie de la question: lequel des trois appareils a-t-on recommandé?

L'hon. M. McIlraith: Je ne suis pas prêt à répondre à cette question à l'heure actuelle.

L'ÉNERGIE

RIVIÈRE DE LA PAIX—ON DEMANDE L'AMÉNAGEMENT D'UN BARRAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Travaux publics une question dont je lui ai donné préavis. Je signale que, à la suite de l'avertissement que Votre Honneur vient de nous servir, j'ai changé quelque peu la forme de ma question. Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement entend-il prendre à l'égard du gouvernement de la Colombie-Britannique ou de l'organisme de cette province qui a entrepris la construction du barrage de la rivière de la Paix et qui persiste à ne pas présenter une demande d'approbation de l'entreprise aux termes de la loi sur la protection des eaux navigables?

L'hon. J.-P. Deschatelets (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je viens à peine de recevoir le préavis de la question, ici même à la Chambre. Je ne puis donc pas y répondre aujourd'hui. Je la considérerai donc comme un préavis et, d'ici quelques jours, je fournirai au député les renseignements qu'il désire.

L'AGRICULTURE

LE BLÉ—DEMANDE DE DÉCLARATION SUR LA LIGNE DE CONDUITE DU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. H. Horner (Acadia): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Est-il maintenant en mesure